

Pays : Lettonie

Commission : Blue Deal

Problématique : Comment l'Union européenne peut-elle renforcer son rôle dans la protection des mers et océans, tout en conciliant les intérêts économiques des États membres ?

La Lettonie est un pays d'Europe du Nord et est l'un des 3 pays baltiques. Elle possède des frontières terrestres avec la Russie et la Biélorussie à l'Est, avec l'Estonie au nord et avec la Lituanie au sud. À l'Ouest du pays s'étend la mer Baltique. Elle est d'ailleurs l'un des 3 pays baltiques. En 2004, la Lettonie rejoint l'UE ce qui est un grand pas pour cette nation seulement 13 ans après son indépendance de l'union soviétique. Le pays a intégré la zone euro et l'espace Schengen en 2007. La Lettonie est une république parlementaire avec un président mais dont le rôle est plutôt symbolique. Le président choisit un premier ministre qui va ensuite mettre en place son cabinet de ministres. La première ministre actuelle s'appelle Evika Siliņa et fait partie du parti New Unity qui est un parti pro-européen, de centre droite, libéral-conservateur.

Le Blue Deal est une coopération proposée entre pays membres de l'UE visant à faire de l'eau une priorité stratégique, au même titre que l'énergie dans le cadre vert européen. Le deal a pour objectif de faire face à la crise d'eau en Europe. Plus spécifiquement la résilience face aux sécheresses et aux inondations, la protection des océans, la gestion durable des ressources en eau et l'adaptation au changement climatique. Mais tout ça en protégeant ses intérêts économiques. Il vise donc à créer une économie bleue durable concernant la pêche durable, les énergies marines renouvelables, le transport maritime plus propre et la restauration des océans.

Mais une telle initiative pourrait se montrer difficile. Les coûts économiques seraient sans doute élevés notamment pour les infrastructures ainsi que des charges supplémentaires pour les secteurs comme la pêche ou encore l'aquaculture. L'UE prendrait donc le risque de perdre de sa compétitivité face à des pays aux normes moins strictes. Certains états craignent aussi un impact négatif sur l'emploi dans les régions côtières.

Des moyens pour combattre ces problèmes seraient évidemment nécessaires. Une création d'un fonds européens dédiés à l'eau comme pour la relance après le covid pourrait être mis en place. Il créerait une mutualisation des coûts entre états membres et une aide plus forte aux pays qui en ont besoin. Ce serait aussi un signal fort au reste du monde. Cependant, les états dits « frugaux » y seraient peut-être opposés par résistance à la dette commune.

La Lettonie pourrait être plutôt bénéficiaire d'une telle coopération et y serai favorable. La mer Baltique est connue comme l'une des mers le plus polluées du monde entier. De plus le secteur de pêche et d'aquaculture n'est pas très important dans l'économie Lettone (la pêche est plutôt locale et l'aquaculture ne représente que 6,2 millions € soit 0,32 % de son PIB). Le gouvernement est aussi pro-européen et donc favorable à plus de coopération européenne. Dans le passé, le pays a souvent suivi l'UE dans les mesures prises pour lutter contre le changement climatique ce qui ne devrait pas changer dans ce cas-ci. Néanmoins, elle envisagerait probablement une prudence vis-à-vis des restrictions agricoles liées aux nitrates et envers le coût des nouvelles infrastructures. Elle demanderait pour cela sûrement des financements européens pour un certain nombre d'infrastructures.